Il est allé voir le chantier de construction de l'aéroport et il a dit ceci:

Les travaux de construction sont confiés à des Cubains ingénieurs, techniciens autant que manœuvres. On a aussi dit qu'un grand nombre de Grenadins avaient été embauchés. Un groupe britannique a récemment décroché le contrat de l'aménagement de l'aérogare et de l'installation du réseau d'éclairage.

Je me permets toutes ces citations, monsieur le Président, car je veux établir la qualité du gouvernement et du régime que M. Maurice Bishop avait réussi à mettre en place dans ce pays. J'essaierai de comparer cela avec la façon dont il a été critiqué, au printemps dernier, par le gouvernement américain. Le rapport parle également de l'amélioration de la qualité de la vie dans ces termes:

Tout d'abord, je dirais que la grande majorité des Grenadins semblent être en faveur de M. Bishop plutôt que de son prédécesseur, M. Eric Gairy, qui avait gaspillé les richesses de l'île et manipulé le système électoral afin de garder le pouvoir et qui employait une milice privée appelée Mongoose Squad. M. Bishop et d'autres avaient cherché à prendre le pouvoir à l'occasion d'élections parlementaires, mais le gouvernement précédent était trop despotique pour que ce fût possible. De là la révolution.

Ce rapport terminait sur la note suivante:

Je ne peux prendre Ronald Reagan trop au sérieux lorsqu'il a exclu la Grenade du C.B.I. . . .

La Caribbean Basin Initiative.

. . . parce qu'elle avait abandonné le régime de Westminster.

M. Reagan disait donc qu'il avait exclu la Grenade, parce qu'elle avait renoncé au régime de Westminster.

Les États-Unis en ont fait autant il y a bien des années . . . Il est très improbable que les Grenadins deviennent des marxistes inconditionnels, car ils ont une très grande foi religieuse, c'est évident. En outre, ils sont attachés à l'entreprise privée, beaucoup plus que dans de nombreux pays des Antilles que j'ai visités.

Selon moi, il nous faut avoir une attitude amicale et compréhensive et continuer d'apporter une certaine assistance matérielle.

Ce rapport se termine comme suit:

Ottawa, le 1^{er} octobre 1982.

L'auteur de ce rapport est notre ancien collègue, M. Ged Baldwin. Je le crois sur parole. J'ai discuté avec lui de la situation à la Grenade à son retour et il m'a dit qu'il trouvait extrêmement choquantes ces observations du gouvernement Reagan au sujet du gouvernement de M. Maurice Bishop. M. Baldwin était furieux car, selon lui, ces observations étaient une insulte à son intelligence et à son jugement, puisqu'il avait été sur place et qu'il connaissait donc beaucoup mieux la situation que ce qui a été décrit à la télévision si souvent au cours du printemps de 1983.

[Français]

Monsieur le Président, j'ai eu l'avantage de rencontrer Maurice Bishop à quelques reprises, la première fois à Belize et la deuxième fois au Mexique. Il était doué d'une personnalité attachante et dynamique qui cherchait à mettre en place un régime politique qui pourrait contribuer à donner une meilleure qualité de vie à son peuple. C'était probablement le politicien le plus populaire et le plus honorable que la Grenade ait jamais connu. Mon collègue de Halifax et ministre d'État (Commerce international) (M. Regan) a rappelé tantôt que son père avait subi le même sort que lui quelques années auparavant, et combien il était dédié à améliorer les conditions de vie de son peuple, et combien il avait eu du succès à agir ainsi.

Je voudrais donner quelques renseignements sur les activités économiques de la Grenade sous la direction de Maurice Bishop, et dire aussi combien il était justifié de bâtir l'aéroport. Et

j'ai en main une liste d'aéroports dans les îles des Antilles dont la population se compare sensiblement à celle de la Grenade.

A Aruba, par exemple, qui ne compte que 72 milles carrés en superficie et une population de 60,000 habitants, les citoyens avaient déjà en 1982 un aéroport, une piste de 9,000 pieds. Il en est de même pour Antigua qui avait déjà une piste de 9,000 pieds et une population de 85,000 habitants. La Barbade, qui compte beaucoup plus de résidents, a une piste de 11,000 pieds. A Curaçao, avec une population de 60,000 habitants on possède une piste de 11,187 pieds. A la Grenade, avec une population de 111,000 habitants, des ingénieurs sont à construire une piste de 9,800 pieds, alors que Sainte-Lucie, qui ne compte que 120,000 habitants, population semblable à celle de la Grenade, a déjà un aéroport, une piste de 9,000 pieds. Mais, de façon malhonnête, on a accusé ce pauvre pays d'être en train de bâtir un aéroport pour recevoir des bombardiers russes, quand on sait, monsieur le Président, que c'est un pays qui compte sur l'industrie touristique pour survivre et que c'est la seule façon d'éliminer cette dépendance de devoir atterrir à la Barbade et d'attendre de deux à trois jours, comme Jed Baldwin l'a fait, tel qu'il l'explique dans son rapport, pour se rendre à la Grenade, et parce que ce pauvre pays a le concours de Cubains, d'Américains, parce que c'est une compagnie de la Floride qui a fait les premiers travaux d'excavation pour mettre en place un système d'égouts, et des Canadiens qui ont fait d'autres choses, des Anglais de la Grande-Bretagne qui ont participé aux travaux et ainsi de suite, parce que ce pays, ce jeune pays qui n'avait pas accepté le modèle de société qu'on voulait lui imposer, que Gairy lui avait imposé trop longtemps, on accuse ces gens d'être des communistes, et on dit que ces gens-là sont à se bâtir un aéroport simplement pour recevoir les bombardiers russes. C'est absolument ridicule!

Monsieur le Président, je ne voudrais pas utiliser trop du temps de la Chambre parce que je sais que d'autres de mes collègues voudraient participer au débat, toutefois, je voudrais dire à certains de mes collègues qu'il me tarde de les entendre, particulièrement ma collègue qui a été un des membres du sous-comité, savoir le député de New Westminster-Coquitlam (M^{lle} Jewett), ainsi que mon collègue de Waterloo (M. McLean), et j'espère qu'il aura une chance de prendre la parole puisqu'il sera le seul du sous-comité qui aura la chance de s'exprimer sur cette question si importante du sort de la Grenade.

Monsieur le Président, je voudrais rappeler les propos que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) tenait aux Nations Unies le 27 septembre dernier. Qu'on me permette de le citer dans la langue dans laquelle il a livré son discours. Il disait:

• (2310)

[Traduction]

Il y a un an, le secrétaire général nous a inspirés à jeter un coup d'œil sévère sur notre Organisation. Nous avons confronté les attentes aux réalités et, à la surprise de personne, nous nous sommes trouvés déficients. Nous avons reconnu que nous traversons ce que le secrétaire général a appelé «une crise de l'approche multilatérale dans les questions internationales.» Nous nous sommes déclarés unanimement d'accord sur le «besoin impératif de renforcer le rôle et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies». Nous n'y sommes pas encore parvenus.